

MAIRIE du 1^{er} ARRONDISSEMENT

Rapport n°922

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE LYON

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Objet : Projet d'expérimentation de la vidéo verbalisation

SEANCE DU : 11/09/2019

SAISINE DU : 30/08/2019

DATE DE CONVOCATION DU CONSEIL : 05/09/2019

COMPTE RENDU AFFICHE LE : 12/09/2019

**NOMBRE DE CONSEILLERS D'ARRONDISSEMENT
EN EXERCICE AU JOUR DE LA SEANCE** : 14

PRESIDENTE : Nathalie PERRIN-GILBERT

SECRETAIRE ELU : Laurence BOFFET

PRESENTS :

Nathalie PERRIN-GILBERT
Corinne SOULANET BONNERIC
Jean-Pierre BOUCHARD
Fatima BERRACHED
Isabelle GRANJON
Emeline BAUME
André GACHET
Laurence BOFFET
Yves FOURNEL
Odile BELINGA
Myriam FOGEL-JEDIDI

ABSENTS EXCUSES :

Arthur REMY - pouvoir donné à Fatima BERRACHED
Elliott AUBIN - pouvoir donné à Nathalie PERRIN-GILBERT

ABSENT :

Marwan MARTELLI

Rapport n°922

Mesdames et Messieurs,

La Ville de Lyon a déployé et exploite, par l'intermédiaire de son centre de supervision urbain (CSU), un dispositif de vidéo protection de voie publique.

Développé progressivement, ce système est organisé en projets dits « territoriaux » qui correspondent aux besoins opérationnels exprimés par les services municipaux et/ou leurs partenaires.

I. Projet d'expérimentation de la vidéo verbalisation sur certaines rues de la Presqu'île :

La vidéo protection a pour finalité légale la protection des personnes et des biens, des bâtiments publics, la prévention des actes terroristes et du trafic de stupéfiants. La Ville de Lyon souhaite en étendre l'usage à la constatation des infractions aux règles de la circulation, conformément à l'article L 251-2 du code de la sécurité intérieure.

Les objectifs visés sont : la lutte contre le stationnement anarchique, le changement des comportements inciviques de certains usagers de la route au cœur de la ville, l'amélioration du service rendu aux administrés, notamment par un usage mieux partagé et plus respectueux de l'espace public.

Il s'agit particulièrement d'assurer la sécurité et la tranquillité publique en luttant contre des usages tels que les rodéos, le franchissement de feux tricolores, la circulation sur les voies de transports en commun, les stationnements en double file, sur passages piétons ou sur voies réservées, etc.

Ce dispositif apportera également une réponse aux troubles causés par de nombreux conducteurs inciviques les fins de semaines sur certains axes de la presqu'île et qui mobilisent un nombre important de policiers municipaux et nationaux pour les contenir.

La vidéo verbalisation est un des moyens d'action qui s'intègre dans la réflexion globale de nos politiques de déplacements urbains, développées et mises en œuvre par la collectivité. Elle a pour but de décongestionner les voies de circulation, de réguler la cohabitation entre les différents usagers de l'espace public, d'optimiser les déplacements des transports collectifs et de faciliter les interventions des véhicules d'urgence et de secours.

Il est envisagé de déployer la vidéo verbalisation à titre expérimental, pour une durée d'une année, à compter de l'adoption de la présente délibération, sur les voies suivantes de la Presqu'île :

- rue de Brest ;
- rue Paul Chenavard ;
- rue Edouard Herriot ;
- rue Gasparin ;
- place des Jacobins ;
- rue de la République ;
- place des Terreaux ;
- rue Emile Zola.

II. Mode de fonctionnement de la vidéo verbalisation :

Il est prévu que la vidéo verbalisation soit effectuée par la Police municipale via son PC Radio. Ce dernier fonctionne 7 jours sur 7, de 6h à 0h du lundi au samedi, et de 6h à 20h les dimanches et jours fériés. Ponctuellement, en fonction de la situation, des agents assermentés pourront être présents au-delà des horaires de fonctionnement du PC radio et verbaliser la commission des infractions.

L'accès au PC radio est réglementé et n'est autorisé qu'aux membres de la Police municipale et à ses partenaires.

Le PC radio bénéficie, pour les besoins qui le concernent, d'un renvoi d'images, depuis le CSU, sur 4 écrans, comme c'est également le cas pour le PC qui assure la gestion municipale de crise, le CIC (centre d'information et de commandement) de la Police nationale et le SDMIS (Service départemental-métropolitain d'incendie et de secours).

Le personnel de la Police municipale du PC radio est placé sous l'autorité d'un chef de service directeur de Police municipale, qui coordonne l'ensemble des activités et élabore les consignes données au personnel. Il est responsable de ses agents.

III. Déclinaison de la démarche mise en œuvre :

- Intervention d'un agent assermenté, à partir du PC radio de la Police municipale, pour relever les infractions par le biais des caméras de vidéo protection.

- Saisie par l'agent assermenté du procès-verbal par le biais du PVE (procès-verbal électronique) envoyé, par voie dématérialisée, à l'ANTAI (Agence nationale de traitement automatisé des infractions) qui adressera ensuite directement l'avis de contravention au titulaire du certificat d'immatriculation.

La liste des infractions concernées par cette disposition relève des articles L 121-2 à L 121-3 et R 121-6 du code de la route, en application des dispositions de l'article L 130-9 du même code qui permettent de sanctionner des infractions à la sécurité routière sans que l'interception du conducteur soit nécessaire.

Les captures d'images relatives aux véhicules en infraction seront conservées 45 jours afin de permettre une contestation dans le délai légal, conformément aux préconisations de l'Officier du ministère public.

L'effacement des images est automatique et est contrôlé chaque jour, comme l'ensemble des équipements.

De plus, et avant la mise en œuvre de ce dispositif, les avis de l'Officier du ministère public et de Monsieur le Procureur de la République ont été sollicités.

La Commission départementale de vidéo protection (composée d'un magistrat du Tribunal de Grande Instance, d'un référent sûreté de la Police nationale ou de la Gendarmerie nationale, d'une personnalité qualifiée des collectivités locales, d'un représentant de la Chambre de commerce et d'industrie et d'un représentant de la Préfecture), du 5 juillet dernier, a émis un avis favorable à ce projet.

Enfin, une information de la population sur l'usage de la vidéo verbalisation dans les zones concernées, telle que définie à l'article L 251-3 du code de la sécurité intérieure, sera réalisée, notamment, au moyen de panneaux d'information (voir ci-dessous).



ESPACE PUBLIC SOUS VIDEO PROTECTION



Code de la sécurité intérieure
(art. L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1)
Décret N°96-926 du 17 octobre 1996 modifié

VIDEO VERBALISATION

Code de la sécurité intérieure
(art. L223-1 à L223-9 et L251-1 à L255-1)
Décret N°96-926 du 17 octobre 1996 modifié

Autorité responsable : Ville de Lyon
Pour toutes informations : Hôtel de ville
Pour toutes réclamations : Collège d'éthique

1 place de la Comédie 69001 Lyon
Tél : 04 72 10 30 30

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure ;

Vu le code de la route ;

Vu le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié ;

Vu l'avis de de la Commission départementale de vidéo protection du 5 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté Préfectoral n° dspc-bpa-v-190719-01 du 19 juillet 2019 portant autorisation d'installation d'un système de vidéo protection sur la presqu'île de Lyon 1er et 2ème ;

Si ces dispositions recueillent votre agrément, je vous propose, Mesdames et Messieurs, d'adopter les décisions suivantes :

1. La mise en place de l'expérimentation de la vidéo verbalisation pendant une année sur les voies de la Presqu'île susmentionnées est adoptée.
2. M. le Maire est autorisé à signer tous documents et à accomplir toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de la vidéo verbalisation.

**LE CONSEIL DU 1ER ARRONDISSEMENT DELIBERE
ET DONNE UN AVIS DEFAVORABLE A LA MAJORITE DES MEMBRES PRESENTS ET REPRESENTES**



Et ont signé les membres présents
Pour extrait conforme
Nathalie PERRIN-GILBERT
Maire du 1^{er} arrondissement